

rière dans un programme réparti sur une période de huit ans.

3. Le coût de ce contrat d'étude se chiffre à \$43,000. L'étude a été entreprise par 13 membres du personnel professionnel et technique de cette société d'ingénieurs-conseils et de ses associés en Nouvelle-Écosse.

LES TITULAIRES DE POSTES SPÉCIAUX AUPRÈS DE MINISTRES DE 1963 À 1968, ET MUTÉS DEPUIS AU SERVICE DE L'ÉTAT

Question n° 525—**M. Dinsdale:**

Quel est le nom de toutes les personnes ayant rempli les fonctions d'adjoint administratif, d'adjoint spécial, de secrétaire particulier, d'expert-conseil ou de conseiller, ou toute autre fonction spéciale, auprès d'un ministre, depuis le début du 26^e Parlement en 1963 jusqu'à la fin du 27^e Parlement en 1968, et ayant, par la suite, occupé un poste au sein de la Fonction publique ou fait l'objet d'une nomination par le gouverneur en conseil et dans chaque cas, a) de quel nouveau poste s'agissait-il, b) quel était le traitement prévu?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Le gouvernement ne garde pas de dossiers qui lui permettent de suivre la carrière des personnes qui ont déjà rempli les fonctions mentionnées auprès d'un ministre. Pour répondre à cette question, il faudrait examiner le dossier personnel de tous les employés de la Fonction publique du Canada. Le gouvernement ne croit pas justifié d'entreprendre pareil examen, compte tenu du travail gigantesque qu'il exigerait. Voir aussi la réponse qui a été faite aujourd'hui à la question n° 159.

LES TITULAIRES DE POSTES SPÉCIAUX AUPRÈS DE MINISTRES DEPUIS 1968 ET MUTÉS DEPUIS À LA FONCTION PUBLIQUE

Question n° 526—**M. Dinsdale:**

Quel est le nom de toutes les personnes ayant rempli les fonctions d'adjoint administratif, d'adjoint spécial, de secrétaire particulier, d'expert-conseil ou de conseiller, ou toute autre fonction spéciale, auprès d'un ministre, depuis le début du 28^e Parlement en 1968, et ayant, par la suite, occupé un poste au sein de la Fonction publique ou fait l'objet d'une nomination par le gouverneur en conseil et dans chaque cas, a) de quel nouveau poste s'agissait-il, b) quel était le traitement prévu?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Voir la réponse qui a été faite aujourd'hui à la question n° 525.

*LES STATUES D'ANCIENS PREMIERS MINISTRES

Question n° 544—**M. Diefenbaker:**

1. Le gouvernement a-t-il commandé des statues du très honorable Richard Bennett et du très honorable Arthur Meighen pour la colline du Parlement?

2. A quelle date les a-t-on terminées?

3. Où sont-elles entreposées?

4. Pour quelle raison ne les a-t-on pas érigées sur la colline du Parlement?

M. Gustave Blouin (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): 1. Monsieur l'Orateur, d'abord, en ce qui concerne le très honorable Richard Bennett, la réponse est non. En ce qui concerne le très honorable Arthur Meighen, la réponse est oui.

2. En ce qui concerne la statue du très honorable R. B. Bennett, le projet présenté par l'artiste à l'automne 1969 n'a pas été approuvé. La statue du très honorable Arthur Meighen a été terminée en juin 1970.

3. La statue du très honorable Arthur Meighen est entreposée au centre d'entreposage du ministère des Travaux publics, parc Plouffe, à Ottawa.

Questions au Feuilleton

4. Aucune décision n'a été prise jusqu'à maintenant. La question fait présentement l'objet d'une étude et une décision devrait être prise au plus tard le printemps prochain avant que ne commencent les travaux de paysagisme.

M. Diefenbaker: Qu'on amène les paysagistes.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LA RÉPARTITION DES CONTRIBUABLES, DES FAMILLES ET DES PARTICULIERS EN 1973

Question n° 189—**M. Orlikow:**

Quelle a été en 1973, d'après les déclarations d'impôt sur le revenu, les données de Statistique Canada ou toute autre source, la répartition des contribuables, des familles et des particuliers, suivant les tranches de revenus, et notamment pour ceux dont le revenu était, a) (i) supérieur à \$1,000,000 (ii) \$500,000 (iii) \$100,000 et b) inférieur à (i) \$6,000 (ii) \$5,000 (iii) \$4,000 (iv) \$3,000 (v) \$2,000 (vi) \$1,000 par an?

(Le document est déposé.)

LA VAPORISATION DES PEUPELEMENTS D'ÉPINETTE

Question n° 220—**M. Howie:**

1. Sur quelles régions du Nouveau-Brunswick, délimitées par circonscriptions, a-t-on répandu des insecticides contre la tordeuse d'épinettes, depuis le mois de janvier 1974?

2. Quelles sommes d'argent le Canada a-t-il consacrées à cette fin, depuis janvier 1974?

3. L'opération a-t-elle atteint les objectifs fixés? Quels étaient-ils? Dans la négative, quels succès relatifs a-t-on remportés et pour quelle raison n'a-t-on pas obtenu un succès total?

(Le document est déposé.)

MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GÉNÉRAL—L'ENQUÊTE SUR L'ÉVASION DE DÉTENUS

Question n° 371—**M. Dick:**

1. Pour chacune des années comprises entre 1970 et 1973 inclusive-ment et en 1974 jusqu'à maintenant, combien d'enquêtes, de commissions, de comités et de sondages ont été ordonnés ou institués par le ministère du Solliciteur général en faisant appel aux services de personnes ne faisant pas partie du ministère ou détachées de leur poste régulier pour enquêter sur l'évasion de détenus ou l'état des prisons ou encore pour effectuer des études ou des enquêtes spéciales pour le compte du Ministère?

2. Combien d'argent a été consacré à ces enquêtes, commissions, comités, sondages ou autres?

(Le document est déposé.)

DEMANDES DE DOCUMENTS

[Traduction]

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je demande que les avis de motion portant production de documents soient reportés.